

SEANCE DU 7 MAI 2014

L'an **DEUX MILLE QUATORZE**

Le **mercredi 7 mai à 20 heures 30**

Le Conseil Municipal de la commune de **SAINT-CHRISTOLY-DE-BLAYE**

Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire

à la Mairie, sous la présidence de **Madame Murielle PICQ, Maire**

Date de convocation du Conseil Municipal : le 30 avril 2014

ORDRE DU JOUR :

➤ **FINANCES / PERSONNEL :**

- Fixation du montant des indemnités de fonction du Maire et des Adjointes ;
- Indemnités de mission et frais de déplacement ;
- Demandes de subventions ;
- Création de deux postes en contrat aidé de 20 heures au Service Technique ;
- Proposition de vente de photocopieurs ;

➤ **CCAS :**

- Fixation du nombre des membres du Conseil d'Administration du CCAS ;
- Election des représentants du Conseil Municipal au Conseil d'Administration du CCAS ;

➤ **AUTRES POINTS :**

- Modification de la composition des commissions « finances et gestion du personnel », « culture, vie associative, fêtes et cérémonies », et « voirie, urbanisme, accessibilité, entretien des bâtiments, entretien du cimetière, assainissement » ;
- Election de deux délégués suppléants au Syndicat du Bassin Versant de la Livenne ;
- Election des représentants de la CDC aux commissions de travail et organismes extérieurs ;
- Nomination des membres de la Commission Communale des Impôts Directs ;

➤ **QUESTIONS DIVERSES**

PRESENTS : (19) Mmes. Murielle PICQ, Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Michèle BILLIER, Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, Martine GABISON, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Christian COUSTAL, Daniel DEBET, Bernard GRIMÉE, Eric GOUDONNET, Jean-Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN.

Secrétaire de Séance : Madame Stéphanie BAUDE

Le compte-rendu du conseil municipal du 11 avril 2014 est adopté à l'unanimité

INFORMATIONS DES DECISIONS PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122.22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Numéro	Objet
D 2014-001	Arrêté municipal ordonnant la cession d'un animal
D 2014-002	Arrêté portant titularisation en fin de stage d'un adjoint technique de 2 ^{ème} classe
D 2014-003	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement sur la D 250 au lieudit « Rabut »
D 2014-004	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement au lieudit « Les Places »
D 2014-005	Arrêté réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le chemin rural n° 146
D 2014-006	Arrêté de décision suite à une demande de DP de la SCI Pont Petit

D 2014-007	Arrêté du Maire pour la délégation d'une partie de ses fonctions au 1 ^{er} adjoint
D 2014-008	Arrêté du Maire pour la délégation d'une partie de ses fonctions au 2 ^{ème} adjoint
D 2014-009	Arrêté du Maire pour la délégation d'une partie de ses fonctions au 3 ^{ème} adjoint
D 2014-010	Arrêté du Maire pour la délégation d'une partie de ses fonctions au 4 ^{ème} adjoint
D 2014-011	Arrêté de délégation de fonctions et de signature au 1 ^{er} adjoint
D 2014-012	Signature du contrat de prêt de 360 000 € avec le Crédit Mutuel Sud-Ouest

Le Maire propose de rajouter à l'ordre du jour une délibération pour créer une commission AD HOC pour l'ouverture des plis du centre de soins.

Le conseil municipal accepte à l'unanimité la proposition.

N° 20140501

DELIBERATION FIXANT LE MONTANT DES INDEMNITES DE FONCTION DU MAIRE ET DES ADJOINTS

Madame Murielle PICQ donne lecture des éléments financiers suivants :

Indemnité de fonction du Maire			
L'indemnité de fonction du Maire ne peut excéder 43 % de l'indice 1015 (3 801,47 €/mois), soit 1 634,63 €/mois			
Simulation 1 - 40,00 % de l'indice 1015			
BRUT		1 520.59	CP 3,80 %
CSG	8%	121.65	
IRCANTEC	2.54%	38.62	
NET		1 360.32	57.78
Indemnité de fonction du 1ER ADJOINT			
Simulation 1 - 15,50 % de l'indice 1015			
BRUT		589.23	CP 3,80 %
CSG	8%	47.14	
IRCANTEC	2.54%	14.97	
NET		527.13	22.39
Indemnité de fonction du 3 ADJOINTS			
Simulation 1 - 12 % de l'indice 1015			
BRUT		456.18	CP 3,80 %
CSG	8%	36.49	
IRCANTEC	2.54%	11.59	
NET		408.10	17.33
Enveloppe globale nécessaire :			
	Mensuelle	Annuelle	
BRUT	3 478,36	41 740.32	
CP	132.16	1 585.92	
		43 326.24	(enveloppe inscrite de 53 000 €)
Enveloppe 2013 :			
BRUT		44 084.09	
CP		7 795.62	
		51 879.71	
Le Maire percevait une indemnité mensuelle brute de 1 634,63 €, soit net 1 339,58 € sans les cotisations URSSAF il percevait 1 503.86 € net			
La 1ère adjointe percevait une indemnité brute de 627.24 €, soit 561.69 € net			
Les 3 autres adjoints percevaient une indemnité brute de 470.62 €, soit 421.44 € net			

Vu les articles L 2123-20 à L 2123-24-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L 2123-20 du CGCT qui fixe les taux maximum des indemnités de fonction des maires, adjoints et conseillers municipaux ;

Vu le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil Municipal du 5 avril 2014 constatant l'élection du Maire et de 4 adjoints ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de déterminer les taux des indemnités des élus locaux pour l'exercice de leurs fonctions, dans la limite des taux maximum fixés par la loi ;

Considérant que pour une commune de 2 000 habitants, le taux maximal de l'indemnité du Maire en pourcentage de l'indice brut terminal 1015 de l'échelle indiciaire de la fonction publique ne peut dépasser 43 % ;

Considérant que pour une commune de 2 000 habitants, le taux maximal de l'indemnité d'un adjoint en pourcentage de l'indice brut terminal 1015 de l'échelle indiciaire de la fonction publique ne peut dépasser 16,50 % ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Décide, avec effet au 6 avril 2014 de fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions de Maire et Adjoint ;
- De fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions du Maire, des Adjoint et de les verser mensuellement comme suit :
 - Maire : **40 %** de l'indice 1015
 - 1^{er} Adjoint : **15.5 %** de l'indice 1015
 - Autres Adjoint : **12 %** de l'indice 1015
- D'inscrire les crédits nécessaires au budget communal ;
- De transmettre au représentant de l'Etat dans l'arrondissement la présente la délibération.

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20140502

INDEMNITES DE MISSION ET FRAIS DE DEPLACEMENT

Vu le Décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat ;

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que le personnel communal peut être amené à utiliser son véhicule personnel pour assister aux réunions ou à des formations pour les besoins de la collectivité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, autorise Madame le Maire à indemniser les frais de déplacements et de missions du personnel communal selon la réglementation en vigueur.

N° 20140503

DEMANDE DE SUBVENTION DE LA MFR DE CHEVANCEAUX

Madame le Maire informe de la demande de subvention de la Maison Familiale Rurale de Chevanceaux pour améliorer l'équipement pédagogique mis à disposition des jeunes en formations.

Un jeune habitant la commune fréquente cet établissement.

La commission « Finances, Personnel », réunie le 30 avril, propose d'allouer une aide de 50 €.

Monsieur MACEIRA demande si c'est une règle d'attribuer 50 € par jeune d'autant plus qu'il s'agit d'un établissement privé ?

Monsieur MOULIN propose que soit fixé une règle, soit un montant par jeune soit un montant par structure.

Madame PICQ donne son accord pour fixer les règles pour les demandes de subventions 2015.

Monsieur COUSTAL demande si les autres demandes de subventions qui étaient notées dans la note de synthèse ont été refusées ?

Madame PICQ répond que la commission des finances a écarté les autres demandes.

Le Conseil Municipal décide d'allouer **une participation de 50 €.**

VOTE : Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20140504

CREATION DE DEUX POSTES D'ADJOINTS TECHNIQUES A 20H/35èmes EN CONTRAT AIDE

Madame PICQ explique qu'il est préférable financièrement de recruter deux agents en contrats aidés à 20 heures qu'un seul agent à 30 heures. En effet, l'Etat finance l'aide sur une durée hebdomadaire de 20 heures.

Sur proposition de la commission « Finances, Gestion du Personnel », Madame le Maire propose au Conseil Municipal de créer deux postes en contrats aidés d'adjoints techniques, à temps non complet à raison de 20 heures/35èmes, affectés au service Technique.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code du Travail, articles L.5134-19-1, L.5134-20 et L.5134-65 du code du travail ;

Vu le décret n° 2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion ;

Vu la note DGEFP n° 2014-01 du 13 janvier 2014 portant modalités techniques d'application de l'instruction du 16 décembre 2013 relative aux orientations pour la mise en œuvre de la politique de l'emploi au premier semestre 2014 ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- De créer deux postes d'Adjoints Techniques en contrat aidé à temps non complet à raison de 20h/35èmes pour une période d'un an à compter du 1^{er} juin 2014 ;
- Autorise le Maire à signer les contrats uniques d'insertion correspondants avec les agents et l'Etat.

VOTE : Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0

M. COUSTAL demande qu'elle sera l'organisation de travail des deux agents ? M. DEBET répond qu'ils travailleront tous les jours pour réaliser des petits travaux de peinture, jardinage, entretien de bâtiments, entretien et nettoyage des voies et espaces publics.

M. COUSTAL demande pourquoi on n'opte pas pour un contrat d'avenir ? Madame BAUDE répond que ce type contrat est plus contraignant et qu'il convient de signer un CDI à la fin.

M. MOULIN demande pour quelles raisons nous ne gardons pas l'agent actuel ? Mme PICQ répond qu'il a épuré ses droits au C.U.I. en travaillant pour la commune pendant deux années.

M. DEBET donne lecture de la fiche de poste. M. MOULIN pense qu'il sera difficile de trouver une personne titulaire du permis PL.

M. COUSTAL demande quel est le taux de prise en charge par l'Etat. Mme PICQ répond que cela varie en fonction du public, entre 60 et 85 %.

N° 20140506

DELIBERATION DE PRINCIPE VENTE DE PHOTOCOPIEURS

Madame le Maire informe que la commune a acquis en 2013, 5 photocopieurs (1 couleur et 4 noir et blanc) pour un coût de 1 072,28 € inscrits à l'inventaire sous le numéro 205.2183.48.

D'autre part, un photocopieur couleur, non inventorié, se trouve dans les locaux de la mairie.

La commission « Finances, Gestion du Personnel », réunie le 30 avril, propose de mettre en vente ces photocopieurs qui ne sont pas utilisés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, autorise Madame le Maire à vendre les photocopieurs. Le nom de l'acquéreur ou des acquéreurs ainsi que le prix de vente fera l'objet d'une délibération.

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

Mme BAUDE se propose de mettre en vente les photocopieurs aux enchères sur le site Agora ou sur le site du Bon Coin.

M. MOULIN pense que des associations peuvent être intéressées par l'acquisition de ces matériels.

Mme CHAMBOUNAUD propose qu'un photocopieur soit mis à disposition de la garderie. M. MOULIN informe que dans ce cas la commune devra payer un contrat de maintenance. Cette décision ne sera pas retenue par crainte de dépenses supplémentaires.

N° 20140507

FIXATION DU NOMBRE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Madame le Maire expose au Conseil Municipal qu'en application de l'article R 123-7 du code de l'action sociale et des familles, le nombre des membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) est fixé par le Conseil Municipal.

Elle précise que leur nombre ne peut pas être supérieur à 16 (et qu'il ne peut être inférieur à 8) et qu'il doit être pair puisqu'une moitié des membres est désignée par le conseil municipal et l'autre moitié par le maire.

Mme PICQ informe que Mmes BENOIT et DESTOMBES ainsi que M. RAMBERT ne souhaitent plus participer au conseil d'administration.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide **de fixer à 14** le nombre des membres du conseil d'administration, étant entendu qu'une moitié sera désignée par le conseil municipal et l'autre moitié par le maire.

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

Mme PICQ donne lecture des sept membres qui seront nommés par arrêté municipal : BERTRAND Sylvie, GUILLOT Catherine, LAFON Jean-Claude, MICHEL Annick, ROUYER Philippe, STROHECKER Martine.

N° 20140508

ELECTION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS

En application des articles R 123-7 et suivants du code de l'action sociale et des familles, Madame le Maire expose que la moitié des membres du Conseil d'Administration du CCAS sont élus par le conseil municipal au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage, ni vote préférentiel. Chaque conseiller municipal ou groupe de conseillers municipaux peut présenter une liste, même incomplète. Les sièges sont attribués d'après l'ordre de présentation des candidats sur chaque liste.

Elle précise qu'il est attribué à chaque liste autant de sièges que le nombre de voix recueillies.

Le maire rappelle qu'il est président de droit du CCAS et qu'il ne peut être élu sur une liste.

La Conseil Municipal, a décidé par délibération **de fixer à 7** le nombre de membres élus par le conseil municipal au conseil d'administration du CCAS.

Après avoir entendu cet exposé, le conseil municipal procède à l'élection de ses représentants au conseil d'administration.

Ont été proclamés membres du conseil d'administration :

- Mme Odette ANCELOT
- Mme Michèle BILLIER
- Mme Valérie BERLEMONT
- Mme Valérie CHAMBOUNAUD
- Mme Irène FIORAZZO
- Mme Martine GABISON
- Mme Géraldine VIRUMBRALES

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20140509

MODIFICATION DE LA COMPOSITION DES COMMISSIONS « FINANCES, GESTION DU PERSONNEL », « CULTURE, VIE ASSOCIATIVE, FÊTES ET CEREMONIES » ET « VOIRIE, URBANISME, ACCESSIBILITE, ENTRETIEN DES BÂTIMENTS, ENTRETIEN DU CIMETIERE, ASSAINISSEMENT »

Madame le Maire rappelle que dans sa séance du 11 avril 2014, le Conseil Municipal a désigné les membres des différentes commissions.

Elle informe que des conseillers municipaux souhaiteraient se rajouter à certaines d'entre elles et propose de les nommer.

Madame le Maire fait part au conseil Municipal que l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales permet, par décision prise à l'unanimité du conseil Municipal, de désigner les membres des commissions sans avoir nécessairement recours au vote à bulletin secret.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- De ne pas avoir recours au vote à bulletin secret pour procéder aux nominations des membres.
- désigne en son sein les membres de chacune des commissions précitées ainsi qu'il suit :

Intitulé des commissions	Membres des commissions	Vote au scrutin public
Voirie, urbanisme, accessibilité, entretien des bâtiments, entretien du cimetière, assainissement.	- Daniel DEBET - Odette ANCELOT - Thomas BERLINGER - François BERNY - Bruno CADUSSEAU - Emmanuel MOULIN - Eric GOUDONNET - Bernard GRIMEE - Irène FIORAZZO - Jean-Marie MACEIRA	19
Finances, gestion du personnel.	- Stéphanie BAUDE - Emmanuel MOULIN - Christian COUSTAL - Valérie CHAMBOUNAUD - Bruno CADUSSEAU - Valérie BERLEMONT - Odette ANCELOT - Michèle BILLIER - Géraldine VIRUMBRALES - Marie-Claude BELLUE	19

Culture, vie associative, fêtes et cérémonies.	- Martine GABISON - Emmanuel MOULIN - Jean-Marie MACEIRA - Bruno CADUSSEAU - Valérie BERLEMONT - Daniel DEBET - Eric GOUDONNET - Odette ANCELOT - Irène FIORAZZO - Géraldine VIRUMBRALES	19
--	---	----

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20140510

ELECTION DE DEUX DELEGUES SUPPLEANTS AU SYNDICAT DU BASSIN VERSANT DE LA LIVENNE

Madame le Maire rappelle la délibération du 11 avril dernier dans laquelle le Conseil Municipal avait nommé les représentants de la commune dans les organismes extérieurs ;

Madame le Maire informe du courrier de Monsieur le Sous-Préfet en date du 14 avril lequel nous demande de nommer deux délégués suppléants au Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de la Livenne ;

Mme PICQ informe que la CCE nous avait réclamé par courrier uniquement les délégués titulaires.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- De ne pas avoir recours au vote à bulletin secret pour procéder aux nominations des délégués.
- Sont désignés délégués du Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de la Livenne, au 1^{er} tour :
 - M. DEBET Daniel, délégué titulaire
 - Mme BERLEMONT Valérie, déléguée titulaire
 - Mme BELLUE Marie-Claude, déléguée suppléante
 - Mme BILLIER Michèle, déléguée suppléante

VOTE : Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20140511

ELECTION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES AUX COMMISSIONS DE TRAVAIL

Madame le Maire informe du courrier en date du 24 avril de la Communauté de Communes relatif à la nomination des représentants de la CDC aux commissions de travail et organismes.

Mme PICQ donne lecture des commissions thématiques :

Commission 1 : ECONOMIE

Développement économique.
Revitalisation du commerce dans les bourgs.

Commission 2 : ENFANCE JEUNESSE

Gestion des structures petite enfance, projets petite enfance.
Actions en faveur de la jeunesse.

Commission 3 : FINANCES

Elaboration et suivi du budget.
Prospectives financières.
Patrimoine et équipements de la CDC.

Commission 4 : CULTURE – OFFICE DE TOURISME – ASSOCIATIONS – SPORTS

Centre Intercommunal d'actions culturelles.
Promotion des actions communales, Office de Tourisme.
Communication.
Sports Jeunesse et infrastructures sportives.

Commission 5 : AMENAGEMENT DE L'ESPACE – VOIRIE – ENVIRONNEMENT

Aménagement de l'espace, SCOT, urbanisme.
Environnement et développement durable.
Voirie, SPANC, ingénierie de travaux.
Mutualisation.

Le Conseil Municipal décide :

- De ne pas avoir recours au vote à bulletin secret pour procéder aux nominations des délégués à l'unanimité.
- **Sont candidats :**

Commission « Economie » : M. François BERNY

VOTE : Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0

Commission « Enfance-Jeunesse » : Mme Valérie CHAMBOUNAUD et Mme Martine GABISON

VOTE :

Mme CHAMBOUNAUD Valérie : 12

Mme GABISON Martine : 4

Abstentions : 3

Commission « Finances » : Mme Stéphanie BAUDE

VOTE : Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0

Commission « Culture -Office de Tourisme - Associations - Sports » : M. Jean-Marie MACEIRA et Christian COUSTAL

VOTE :

M. Jean-Marie MACEIRA : 13

Christian COUSTAL : 2

Abstentions : 4

Commission « Aménagement de l'Espace - Voirie - Environnement » : Mme Murielle PICQ et M. Emmanuel MOULIN

VOTE :

Mme Murielle PICQ : 11

M. Emmanuel MOULIN : 2

Abstentions : 6

- **Sont nommés comme suit membres des commissions de travail à la CDC :**

- Commission « Economie » : M. François BERNY

- Commission « Enfance-Jeunesse » : Mme Valérie CHAMBOUNAUD

- Commission « Finances » : Mme Stéphanie BAUDE

- Commission « Culture -Office de Tourisme - Associations - Sports » : M. Jean-Marie MACEIRA

- Commission « Aménagement de l'Espace - Voirie - Environnement » : Mme Murielle PICQ

M. MOULIN trouve illogique que les délégués des commissions de la CDC ne soient pas conseillers communautaires et ne peuvent donc prendre part au vote de délibérations.

M. MOULIN reproche le manque d'ouverture aux élus des autres listes, seulement les élus de la liste de Mme PICQ sont représentés à la CDC ! Il informe que les membres des commissions doivent être élus comme celle des communes avec une représentation de chaque liste.

Mme CHAMBOUNAUD informe que la représentation des listes n'est pas obligatoire dans les intercommunalités.

NOMINATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS (CCID)

Vu l'article 1650 du Code Général des Impôts qui précise que 6 commissaires titulaires et 6 commissaires suppléants doivent être désignés par le Directeur des Services Fiscaux à partir d'une liste de contribuables, en nombre double, dressée par le Conseil Municipal ;

Considérant qu'il convient de soumettre au directeur des services fiscaux une liste de contribuables de la commune répondant aux conditions posées par l'article 1650 susvisé ;

Considérant que cette liste doit comporter au minimum 24 noms ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal dresse la liste de présentation des 24 membres (liste de présentation en annexe) comme suit :

Commissaires titulaires :

- | | |
|---------------------------|----------------------------|
| 1 - Mme BERTHIER Sylviane | 7 - M. GLEMET Philippe |
| 2 - Mme BAUDE Stéphanie | 8 - M. ARNAUD Dominique |
| 3 - M. ARNUT Christophe | 9 - M. MOULIN Emmanuel |
| 4 - Mme ARNAULD Maryse | 10 - Mme SALZAC Christiane |
| 5 - M. DOMENS Fabrice | 11 - M. GUERINEAU Michel |
| 6 - M. THIBAUD Jean | 12 - M. SENSTIER Gilles |

Commissaires suppléants :

- | | |
|----------------------------|--------------------------|
| 1 - M. VITRAS Francis | 7 - M. VIDAL Alain |
| 2 - Mme LALANDE Angélique | 8 - Mme AUBERT Florence |
| 3 - Mme BOUCAUD Mauricette | 9 - Mme FIORAZZO Irène |
| 4 - M. TOURET Yannick | 10 - M. LAMAUD Francis |
| 5 - M. ROTURIER Léon | 11 - M. GAURY James |
| 6 - M. BERLINGER Thomas | 12 - M. CAZAUFRANC Bruno |

VOTE : Pour : 18

Contre : 0

Abstention : 1 (Mme GABISON)

QUESTIONS DIVERSES

1 - Le Maire informe que les élus ont rencontré le SMICVAL en vue de déplacer le container pour le « verre » qui se trouve rue du 19 Mars à l'entrée du local des services techniques suite aux sollicitations des riverains.

M. MOULIN demande si les riverains de l'Avenue Paul Arnaud ont été informés de ce déplacement.

Mme PICQ répond qu'il sera collé contre le mur, le bruit sera atténué.

2 - Mme Le Maire informe des prochaines dates de commissions :

- Finances/Gestion du personnel : mardi 20 mai à 18 h en présence de Mme MANZANO
- Communication : mercredi 21 mai à 18 h 30
- Ecoles/Services Périscolaires/Jeunesse : lundi 26 mai à 20 h 30
- Voirie, urbanisme... : mardi 27 mai à 20 h 30

M. COUSTAL demande quel est but de la visite du percepteur ? Mme PICQ informe qu'elle l'a sollicitée afin de rencontrer les élus de la commission finances pour présenter l'analyse financière de la commune.

3 - Information de la manifestation de la MFR de Blaye qui se déroulera le 29 mai sur le thème « osons la mobilité européenne »

4 - Préparation du bureau de vote pour les élections européennes le 25 mai. M. MOULIN s'excuse, il ne pourra être présent au bureau de vote, il est d'astreinte. M. COUSTAL et Mme ANCELOT ne souhaitent pas y participer.

5 - Mme le Maire demande l'autorisation de communiquer les coordonnées des élus à l'ensemble du Conseil Municipal. Le secrétariat se chargera de l'envoi.

6 - Mme Le Maire informe qu'un classeur regroupant tous les comptes-rendus des commissions est à disposition au secrétariat pour consultation. M. MOULIN demande si les comptes-rendus des commissions peuvent être transférés par mail à l'ensemble des élus. Mme PICQ informe que le secrétariat se chargera de cet envoi.

7 - Pavoisement de la Mairie : il est proposé de mettre un écusson et deux drapeaux sur les piliers du portail de la mairie afin d'identifier l'entrée du Secrétariat.

8 - Réflexion sur la réfection de salle des mariages : Mme PICQ propose de créer un groupe de travail qui sera composé de Mmes FIORAZZO, BERLEMONT, BILLIER, ANCELOT et MM. BERLINGER, DEBET, GRIMEE et MOULIN. Le rendez-vous pour la visite de la salle est fixé au mercredi 21 mai à 10 h.

9 - La commission « culture, fêtes et cérémonies » propose l'organisation d'un vide-grenier pour la fête locale et d'un pique-nique le 14 juillet.

10 - La commission communication prépare le journal, il convient de répartir les secteurs de distribution. M. MOULIN propose de conserver les secteurs initiaux. Mme PICQ informe que certains secteurs, suite aux différentes démissions lors du dernier conseil municipal étaient très importants, il faudra les revoir.

11 - Mme PICQ informe qu'il convient de distribuer le 10/11 mai les invitations à la population pour le 16 mai. La participation est fixée à 20 € par conseiller. Mme BERLEMONT est chargée de la collecte.

12 - Mme PICQ informe des devis validés par la commission « finances » :

- Achat d'un tableau numérique à l'école élémentaire
- Les déplacements à DOLUS d'OLERON et LARUSCADE pour l'école maternelle

13 - M. COUSTAL informe qu'un administré a relaté une gêne des panneaux mobiles de stationnement devant l'église le week-end.

Il demande également si l'on peut communiquer les coordonnées du garde-champêtre aux administrés en dehors de l'ouverture du secrétariat de mairie. Mme PICQ répond qu'il convient d'appeler la gendarmerie pour toutes demandes en dehors des heures de travail de l'agent.

D'autre part, il informe qu'il a été sollicité par des administrés au lieudit « Cottraud » pour mettre en place des ralentisseurs. Mme PICQ informe que la commission « voirie » a listé les points noirs de la commune dont celui-là et qu'elle sollicitera le Conseil Général pour la mise en sécurité. M. BERLINGER demande si la gendarmerie peut faire des contrôles de vitesse.

14 - Mme GABISON informe que le plan de la commune se trouvant Place Rabut est très sale, elle se propose de le nettoyer et de le mettre à jour. De même, elle demande la transmission du original du logo de la commune, l'intérêt est de mettre le nom de la commune sous le log et de faire une édition en noir et blanc sur les enveloppes, l'écriture sera en « script » et de couleur bordeaux.

La séance est levée à 22 h 45.

Le Maire, Murielle PICQ